



unesco

Institut international de
planification de l'éducation

TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un.e consultant.e senior pour appuyer l'équipe technique nationale de Mauritanie dans l'actualisation de la planification du secteur de l'éducation 2023-2030

1. Contexte

La Mauritanie a réalisé en 2014-15 un diagnostic sectoriel de type RESEN (Rapport d'état sur le système éducatif national) des forces et faiblesses de son système éducatif, avec le rapport final ayant pour titre « Les défis du système éducatif mauritanien en appui à la croissance économique ». Ce document a été le fruit d'un long processus participatif dans lequel l'équipe des experts nationaux a bénéficié d'un renforcement de capacités auprès des experts du Bureau de l'IIEP-UNESCO Dakar. Ce document a également servi de base à l'élaboration d'un modèle de simulation macroéconomique et financière du système éducatif, et plus tard à l'élaboration du deuxième Programme national de développement du secteur de l'éducation (PNDSE II).

Après six années de mise en œuvre du PNDSE II, le pays a jugé nécessaire d'élaborer un nouveau PNDSE (PNDSE III) à partir d'un diagnostic sectoriel actualisé pour, d'une part, rendre compte des progrès réalisés depuis 2014-15 au plan du fonctionnement du système, de son financement et de ses performances, et d'autre part pour identifier les défis qui restent à relever d'ici 2030, en particulier en ce qui a trait à l'égalité de genre et l'inclusion. Cette actualisation de l'analyse sectorielle prendra également en compte les effets de la pandémie de COVID-19 sur la scolarisation. Par ailleurs, le ministère chargé de l'Education nationale, en adéquation avec le volet éducation du programme électoral du Président de la République, est résolu à engager les réformes nécessaires à la mise en place de l'école dont la Mauritanie d'aujourd'hui rêve pour ses futures générations.

En tant qu'agent partenaire des fonds du Partenariat Mondial pour l'Education (PME), l'UNESCO Rabat a ainsi fait appel aux services de l'IPE-UNESCO Dakar pour mener, sur le plan technique, l'ensemble du processus d'actualisation de l'analyse sectorielle (RESEN), du modèle de simulation financière de l'éducation (MSFE) et l'élaboration du PNDSE accompagné d'un plan d'action triennal budgétisé (PATB). Par ailleurs, la Mauritanie fait partie des huit pays bénéficiaires de l'Initiative Priorité à l'Egalité, lancée en 2019 par le G7 des pays les plus industrialisés et qui a pour objectif de promouvoir l'égalité de genre dans et par l'éducation. L'objectif consiste à ce que l'actualisation du RESEN, du MSFE et du PNDSE puisse documenter et proposer des options les plus coût-efficaces de la mise en œuvre des futures réformes et dresser les orientations de la politique éducative future avec un accent particulier sur la promotion de l'égalité de genre.

Le pilotage du processus est assuré par un Comité ad hoc créé en mars 2022 par le Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE). Ce Comité est chargé du suivi de la préparation du PNDSE III, présidé par la Direction générale en charge des stratégies et politiques de développement au ministère des Affaires économiques et dont le secrétariat est assuré par la Direction des projets éducation-formation (DPEF).

2. Objectifs

L'analyse sectorielle de type RESEN comprendra une dizaine de chapitres. Une équipe nationale composée de 22 membres issus des ministères en charge de l'éducation et des finances a été mise en place par le Comité de pilotage pour superviser la rédaction du RESEN.

Afin d'appuyer l'équipe nationale sur l'ensemble du processus, un.e consultant.e senior sera recruté.e par l'IPE-UNESCO Dakar. Il s'agira notamment de :

- Appuyer la rédaction des chapitres suivants : (i) coût et financement de l'éducation ; (ii) enseignement supérieur, enseignement et formation techniques et professionnels ; (iii) les perspectives ouvertes par l'enseignement à distance ;
- Assurer une cohérence d'ensemble des chapitres de l'analyse sectorielle, en particulier en ce qui concerne les données sur les coûts et financement ;
- Aider le pays à identifier les stratégies les plus coût-efficaces, promouvant l'égalité de genre et l'équité, appuyer l'actualisation du modèle de simulation financière en éducation et traduire les stratégies retenues sous la forme d'une lettre de politique sectorielle du pays pour les trois années à venir ;

3. Résultats attendus

A l'issue de sa mission, les résultats spécifiques attendus de l'appui du/de la consultant.e sont les suivants :

- Les chapitres de l'analyse sectorielle dont il aura la charge ainsi qu'une mise en cohérence d'ensemble des chapitres de l'analyse sectorielle au regard du chapitre dont il/elle aura la charge ;
- Un modèle de simulation financière du secteur de l'éducation est élaboré et validé par les autorités nationales et les PTF ;
- Un document d'orientation pour le secteur de l'éducation et de la formation (lettre de politique sectorielle) pour la période 2023-2026 est élaboré et validé par les autorités nationales et les PTF ;

4. Profil du consultant

Pour ce travail, l'IIPE-UNESCO Dakar recherche un.e consultant.e international.e qui devra remplir les conditionnalités suivantes :

- Avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins une dizaine d'années dans la gestion à plus haut niveau d'un système éducatif dans un pays en développement, en particulier en Afrique ;
- Avoir une expérience avérée d'au moins cinq années dans l'appui à l'élaboration d'une analyse sectorielle de type RESEN ;
- Avoir une expérience avérée d'au moins cinq années dans l'appui à l'élaboration du plan sectoriel dans un pays en développement ;
- Etre familier avec l'utilisation et la manipulation d'un modèle de simulation, et en particulier dans le but de faire des arbitrages de politiques éducatives techniquement et financièrement soutenables ;
- Avoir une aptitude avérée à communiquer oralement, à animer des séances de discussions avec les plus hautes autorités de l'éducation ainsi qu'avec les partenaires ;
- Avoir une grande capacité d'écoute, ainsi qu'une capacité de synthèse et d'analyse ;
- Posséder une excellente qualité d'écriture.

Par ailleurs, la connaissance du contexte éducatif mauritanien est un atout indéniable.

5. Période et durée de la consultation

L'appui à l'actualisation du processus de planification de l'éducation en Mauritanie se déroulera sur la période allant du 1^{er} septembre 2022 au 28 février 2023. Cet appui comportera des voyages dans le pays (d'une à deux semaines) et inclut un appui conséquent de l'équipe nationale à distance. A l'issue de cette période, tous les résultats attendus seront livrés (voir ci-dessous) et aucune extension de la durée du contrat ne sera possible :

- Pour l'appui à l'analyse sectorielle, la durée estimée est de 50 jours ouvrés à compter de la date de la signature du contrat :
 - Une stabilisation des données sur le coût et financement de l'éducation est prévue pour fin septembre 2022 (livrable 1) ;
 - Une première version des chapitres est prévue pour décembre 2022 (livrable 4) ;
 - La finalisation de la rédaction des chapitres et leur mise en cohérence est prévue pour février 2023 (livrable 5).

- Pour l'actualisation du modèle de simulation financière, la durée estimée est de 20 jours ouvrés à compter de la stabilisation des données nécessaires à son actualisation prévue fin septembre 2022 (livrable 2).

- Pour l'élaboration de la note de cadrage, la durée estimée est de 10 jours à compter de la validation de la fin de la séance des arbitrages. Une première version de la note de cadrage est attendue pour fin septembre 2022 et une version finalisée en octobre 2022 (livrable 3).

Candidatures

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à consultance.mauritanie@iiep.unesco.org au plus tard le 14 août 2022 à 23h59 GMT. Les dossiers doivent comporter un CV, une offre technique et une offre financière. Cette dernière doit uniquement porter sur les honoraires des consultants et être présentée sous la forme d'un forfait pour chaque livrable. Elle devra également spécifier le nombre et la durée des missions (le coût sera établi en fonction des besoins du mandat et des procédures UNESCO en matière de voyage).